



Rapport Financier Annuel
2020-2021

Sommaire

1. Rapport de Gestion
2. Rapport du Conseil d'Administration
3. Comptes Annuels
4. Attestation du Responsable du rapport financier annuel
5. Rapport général des commissaires aux comptes
6. Rapport spécial des commissaires aux comptes

1. Rapport de Gestion

IMMERSION

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 634.145 euros
Siège social : 3, rue Raymond Lavigne - 33100 Bordeaux
394 879 308 R.C.S. Bordeaux
(la « Société »)

**RAPPORT DE GESTION A L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE
DU 17 décembre 2021**

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts de notre Société, nous vous avons réunis en assemblée générale annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 30 juin 2021 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et renseignements prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports du Commissaire aux Comptes.

En application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, nous vous présentons dans le présent rapport de gestion, notre rapport sur le gouvernement d'entreprise contenant toutes les informations requises par la réglementation en vigueur, lorsqu'elles sont applicables à notre société.

1. Présentation de la Société

La Société a pour activité principale l'importation, l'intégration et la distribution de matériels dédiés à la technologie de la réalité virtuelle exploitant d'appareils automatiques notamment en relation avec la 3D.

La Société employait au 30 juin 2021, [38] salariés (équivalent temps plein).

2. Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice écoulé clos le 30 juin 2021, l'activité de la Société a été la suivante :

L'activité de l'exercice a été impactée par les suspensions successives liées à l'environnement épidémique. Son niveau a significativement progressé (+10%) relativement comparé à l'exercice précédent sans toutefois atteindre celui d'avant-crise. En ligne avec le semestre précédent, l'évolution de la marge brute s'explique par un moindre niveau des activités à plus forte valeur ajoutée ainsi que l'évolution du modèle économique des licences Shariing.

Les efforts combinés en R&D et l'optimisation des coûts ont permis de garantir la stratégie d'innovation et contribué à un excédent d'exploitation positif.

Le résultat exceptionnel s'explique d'une part, par le résultat des actions de la Direction qui a permis de neutraliser l'impact de la décision de justice qui avait grevée les comptes de l'exercice 2019 et d'autre part, par une décision défavorable relative au contentieux fiscal (montant provisionné et payé). Une requête auprès du Conseil d'Etat a été introduite.

La crise actuelle conforte la pertinence de la priorité stratégique de donnée à Shariing, solution de collaboration à distance et outil d'accompagnement de la transformation digitale. Pendant la période, 28 licences ont été commercialisées contre 21 en N-1.

Le début du remboursement du financement PGE de 1,7 millions d'euros a été reporté à la fin du prochain exercice.

3. Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Néant

4. Activités en matière de recherche et de développement

PI5G

Le projet « Plateforme Immersive 5G – PI5G » est un projet labellisé Plan de Relance. Il a pour ambition d'accélérer le développement de produits et de services combinant les technologies immersives et la 5G pour l'industrie 4.0. Immersion y contribuera par son expertise en matière de téléprésence et de Réalité Virtuelle et Mixte. Son budget global est d'environ 7 millions d'euros pour le consortium.

PRACCIIS

Il s'agit de l'acronyme de Plateforme Régionale d'Accélération de l'Intégration de l'industrie du futur en Région Sud. Ce projet est issu de l'appel à projet dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir. Immersion assurera la mise en œuvre d'un grand système immersif innovant. Son budget global est d'environ 8 millions d'euros pour le consortium.

5. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

La pandémie a participé au déploiement massif des plateformes traditionnelles, mais a aussi révélé leurs points faibles. La crise sanitaire a en effet confirmé l'intérêt de la stratégie autour de Shariing pour de la présentation et de la collaboration hybride. La stratégie est toujours de connecter les individus (qui utilisent Shariing, anciennement Shariing for You) et les lieux de travail (équipés de Shariing Advanced) pour leur offrir une expérience de collaboration complète.

La société voit Shariing comme une solution pertinente qui vient en complément des solutions traditionnelles pour combler ces faiblesses et notamment les usages de formation et de prise de décisions.

6. Informations sur les délais de paiement des fournisseurs et clients

	Article D.441 I.-1 : Factures <u>recues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 I.-2 : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total (1 jour et +)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total (1 jour et +)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	178	X				147	49	X				314 397
Montant total des factures concernées (préciser : HT ou TTC)	306 604	166 814	84 966	54 347	147 813	453 940	440 075	72 262	30 022	18 970	193 143	314 397
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (préciser : HT ou TTC)	7%	4%	2%	1%	3%	10%	X					
Pourcentage du montant total des ventes de l'exercice (préciser : HT ou TTC)	X						7%	1%	0%	0%	3%	5%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues	NEANT						NEANT					
Montant total des factures exclues	NEANT						NEANT					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du code de Commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : variables <input type="checkbox"/> Délais légaux :						<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : variables <input type="checkbox"/> Délais légaux :					

7. Examen des comptes et résultats

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2021, le chiffre d'affaires s'est élevé à [5.797.571] euros contre 5.256.596 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de +10,29 %.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à [146.957] euros contre 51.509 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de +185,30 %.

Le montant des subventions d'exploitation s'élève à [759.002] euros contre 740.899 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de + 2,44 %.

Le montant des achats de marchandises s'élève à [2.770.937] euros contre 2.903.442 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de - 8,18 %.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à [1.128.437] euros contre 1.000.520 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de +12,79 %.

Le montant des impôts et taxes s'élève à [57.365] euros contre 52.503 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de + 9,26 %.

Le montant des traitements et salaires s'élève à [1.859.422] euros contre 2.044.952 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de - 9,07 %.

Le montant des charges sociales s'élève à [357.089] euros contre 738.362 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de - 51,64 %.

L'effectif salarié moyen à la clôture de l'exercice s'élève à [38] personnes contre 38 personnes à la clôture de l'exercice précédent.

Le montant des autres charges s'élève à [2.020] euros contre 6.269 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de - 67,78 %.

Les charges d'exploitation se sont élevées à [7.158.342] euros contre 7.327.010 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de - 2,30 %.

Le résultat d'exploitation s'élève à [154.748] euros contre - 620.748 euros lors de l'exercice précédent.

Le résultat courant avant impôts s'élève à [147.761] euros contre - 641.163 euros pour l'exercice précédent.

Compte tenu :

- d'un résultat exceptionnel de [167.161] euros,
- d'un impôt sur les sociétés de [288 553] euros, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de [603.475] euros contre une perte de 326.057 euros au titre de l'exercice précédent.

Au 30 juin 2021, le total du bilan de la Société s'élevait à [7.452.749] euros.

8. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de [603.475] € ([six cent trois mille quatre cent soixante-quinze euros]).

9. Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

10. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non admises dans les charges déductibles du résultat fiscal.

11. Tableau des résultats

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

TABLEAU DES RESULTATS DE CES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en euros)	2021 / 06	2020 / 06	2019 / 06	2018 / 06	2017 / 06
I. Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social en fin d'exercice	634 145	634 145	618 022	618 022	618 022
b) Nombre d'actions existantes au 30 juin	1 268 290	1 268 290	1 236 044	1 236 044	1 236 044
c) Nombre moyen pondéré d'actions sur l'exercice	1 268 290	1 261 572	1 236 044	1 236 044	1 236 044
2. Résultat global des opérations					
a) Chiffre d'affaires H.T.	5 797 571	5 256 596	7 035 919	8 060 727	8 023 084
b) Résultat avant impôt, amortissements et provisions	147 761	641 163	316 415	29 110	43 715
c) Impôt sur les sociétés	- 288 553	- 301 152	- 265 712	- 275 502	- 204 008
d) Résultat après impôt, amortissements et provisions	603 475	326 054	309 963	305 944	247 451
e) Montant des résultats distribués	-	-	-	-	-
3. Résultat des opérations réduit à une seule action en euros					
a) Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions	0.12	0.51	0.26	0.02	0.04
b) Résultat après impôt, amortissements et provisions	0.48	0.26	0.25	0.25	0.20
c) Dividende versé à chaque action					
4. Personnel					
a) Nombre de salariés	38	42	44	45	45
b) Montant de la masse salariale	1 859 422	2 044 952	2 183 303	2 093 967	2 066 019
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales ...)	357 089	738 362	935 655	860 916	855 360

12. Conventions Réglementées

Nous vous indiquons qu'aucune convention réglementée nouvelle n'a été conclue au cours de l'exercice.

En revanche les deux conventions suivantes conclues antérieurement se sont poursuivies :

- Contrat de location conclu le 20 octobre 2003 entre la Société et la SCI Marcel Yol pour la location d'un local de 40 mètres carré au 40 rue Marcel Yol à Vanves (92170) pour un loyer annuel de 13.040,24 euros ;
- Contrat de bail commercial conclu le 31 décembre 2013 entre la Société et la SCI Feugas pour la location du local d'exploitation de la Société de 1.400 mètres carré au 3-5 Raymond Lavigne pour un loyer annuel de 140.051,63 euros.

Le Conseil prend acte que ce contrat de location et ce contrat de bail permettent à la Société de bénéficier de locaux à des conditions favorables en termes de loyers en échange de la prise en charge par la Société des dépenses d'entretien. A ce titre la Société a pris en charge des dépenses d'entretien au cours du dernier exercice d'un montant de 22.658,53 euros.

Par ailleurs, il convient de relever que le compte courant d'associé de Monsieur Christophe Chartier, Président-directeur général de la Société est créancier d'un montant de 713 euros, et celui de M. Guillaume Claverie est créancier pour un montant de 473 euros, étant précisé que ces comptes courants d'associés ne sont pas rémunérés.

Votre Commissaire aux Comptes a été dûment avisé de ces conventions qu'il a décrites dans son rapport spécial.

13. Administration et contrôle de la Société

Les mandats des membres du Conseil d'administration arrivant à échéance à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2021, il sera proposé à ladite assemblée générale de renouveler les mandats d'administrateur de :

- Monsieur Christophe Chartier pour une durée de six ans ;
- Monsieur Franck Brossard pour une durée de six ans ; et
- Monsieur Nicolas Biasiolo pour une durée de six ans.

Nous vous précisons qu'aucun mandat de Commissaire aux comptes titulaire et le mandat du Commissaire aux comptes suppléant n'est arrivé à expiration.

14. Etat de la participation des salariés

Les salariés détenaient au 30 juin 2021, [5,01] % du capital de la Société.

15. Répartition du capital au 30 juin 2021

Actionnaire	Nombre d'actions	Pourcentage du capital
M. Christophe Chartier	[971.280]	[77] %
Salariés	[63.483]	[5] %
Public	[201.281]	[16] %

Franchissements de seuils intervenus au cours de l'exercice : Néant

16. Programme de rachat d'actions

Au cours du dernier exercice clos 1.366 actions propres ont été rachetées par la Société pour un total de 2.429 euros.

17. Listes des mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés par les mandataires sociaux

Mandataires	Fonctions et mandats exercés dans la Société	Fonctions et mandats exercés dans d'autres sociétés
M. Christophe Chartier	Président-directeur général	Gérant – SCI Feugas Gérant – SCI Yol
M. Nicolas Biasiolo	Directeur financier et administratif Administrateur	Gérant – SC HPI
M. Franck Brossard	Responsable Pôle Maintenance Administrateur	Néant

18. Suivi des délégations de pouvoir et de compétence en cours de validité par l'assemblée générale au Conseil d'administration

Résolutions	Nombre d'actions initialement autorisé par l'Assemblée du 22 mars 2021	Nombre d'actions autorisé résiduel au 30 juin 2021
4 ^{ème} résolution (Autorisation au Conseil d'administration à l'effet d'acheter, de conserver ou de transférer des actions ordinaires de la Société)	65.500 euros	63.071 euros.
5 ^{ème} résolution (Annulation d'actions)	10 % du capital	

* * * * *

En conclusion, nous souhaitons que ces diverses propositions emportent votre approbation.

Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par votre Commissaire aux Comptes, à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

Fait à Bordeaux,
Le 20 octobre 2021.

**Le Président-Directeur général
Christophe CHARTIER**

2. Rapport du Conseil d'Administration

IMMERSION

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 634.145 euros
Siège social : 3, rue Raymond Lavigne - 33100 Bordeaux
394 879 308 R.C.S. Bordeaux
(la « Société »)

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES RÉOLUTIONS PROPOSÉES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE CONVOQUÉES LE 17 DÉCEMBRE 2021 SUR PREMIÈRE CONVOCATION

Chers Actionnaires,

Nous vous présentons ci-après les résolutions soumises à votre approbation dans le cadre des assemblées générales ordinaire et extraordinaire appelées à se réunir le 17 décembre 2021, à 10 heures, au siège de Société, sur première convocation.

Pour la présentation de l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé, nous vous prions de vous reporter au rapport de gestion compris dans le rapport financier annuel relatif à l'exercice clos le 30 juin 2021 mis à votre disposition conformément aux dispositions légales et réglementaires sur le site internet de la Société.

Assemblée générale ordinaire

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2021 ;
2. Affectation des résultats de l'exercice clos le 30 juin 2021 ;
3. Apurement du poste « Report à nouveau » ;
4. Approbation des conventions visées à l'Article L.225-38 du Code de commerce ;
5. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Christophe Chartier ;
6. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Franck Brossard ;
7. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Nicolas Biasiolo ;
8. Autorisation au Conseil d'administration à l'effet d'acheter, de conserver ou de transférer des actions ordinaires de la Société.

Assemblée générale extraordinaire

9. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions ;
10. Pouvoirs en vue des formalités.

Le présent rapport, établi conformément au 4° de l'article R. 225-83 du Code de commerce, correspond à la partie du rapport du Conseil d'administration à l'assemblée générale relative à la présentation des résolutions soumises à votre vote.

Tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur et les statuts de votre Société vous ont en outre été adressés et tenus à votre disposition dans les délais impartis.

I. Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions de l'Assemblée générale ordinaire

❖ Approbation des comptes annuels au titre de l'exercice clos le 30 juin 2021 (1^{ère} résolution)

Nous soumettons à votre approbation les comptes annuels de la Société, au titre de l'exercice clos le 30 juin 2021.

Pour plus d'informations concernant les comptes annuels de la Société, vous pouvez vous reporter au rapport financier annuel relatif à l'exercice clos le 30 juin 2021 et aux rapports du Commissaire aux Comptes.

❖ Affectation du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2021 (2^{ème} résolution)

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 juin 2021, soit 603.475 € (six cent trois mille quatre cent soixante-quinze euros) en totalité au poste « Report à nouveau » qui s'élèvera, après cette affectation, à la somme de (32.542) € (moins trente-deux mille cinq cent quarante-deux euros).

Nous vous rappelons, conformément aux dispositions légales, que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

❖ Apurement du poste « Report à nouveau » (3^{ème} résolution)

Nous vous proposons, après avoir affecté le bénéfice ainsi qu'il sera décidé dans la résolution qui précède, d'apurer le poste « Report à nouveau » par imputation sur le poste « Autres réserves » qui s'élève, avant imputation, à 294.378 € (deux cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-dix-huit euros),

Du fait de cette imputation, le poste « Report à nouveau » serait intégralement apuré et présenterait un solde nul. Le poste « Autres réserves » présenterait alors un solde de 261.836 € (deux cent soixante et un mille huit cent trente-six euros).

❖ Approbation des conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce (4^{ème} résolution)

Aucun nouvel accord relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce n'a été conclu au cours de l'exercice clos le 30 juin 2021. En revanche les deux conventions suivantes conclues antérieurement se sont poursuivies :

- Contrat de location conclu le 20 octobre 2003 entre la Société et la SCI Marcel Yol pour la location d'un local de 40 mètres carré au 40 rue Marcel Yol à Vanves (92170) pour un loyer annuel de 13.040,24 euros ;
- Contrat de bail commercial conclu le 31 décembre 2013 entre la Société et la SCI Feaugas pour la location du local d'exploitation de la Société de 1.400 mètres carré au 3-5 Raymond Lavigne pour un loyer annuel de 140.051,63 euros.

Nous vous invitons en conséquence à prendre acte des conclusions du rapport spécial des Commissaires aux comptes et à prendre acte des conventions et engagements qui y sont mentionnés.

❖ **Renouvellement des mandats des membres du Conseil d'administration (5^{ème} 6^{ème} 7^{ème} résolutions)**

Les mandats des membres du Conseil d'administration arrivant à échéance à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2021, nous vous proposons à ladite assemblée générale de renouveler les mandats d'administrateur de :

- Monsieur Christophe Chartier pour une durée de six ans ;
- Monsieur Franck Brossard pour une durée de six ans ; et
- Monsieur Nicolas Biasiolo pour une durée de six ans.

❖ **Autorisation au Conseil d'administration à l'effet d'acheter, de conserver ou de transférer des actions ordinaires de la Société (8^{ème} résolution)**

Nous vous proposons de voter une autorisation afin de permettre au Conseil d'administration de la Société, de procéder à des rachats d'actions de la Société à tout moment (y compris en période d'offre publique) afin d'affecter les actions acquises à l'un des objectifs autorisés. Les acquisitions réalisées par la Société en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas l'amener à détenir, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, plus de 10 % des actions composant le capital social à la date considérée.

II. Rapport du Conseil d'administration sur les résolutions de l'Assemblée générale extraordinaire

❖ **Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions (9^{ème} résolution)**

Nous vous proposons de voter une de déléguer votre compétence au Conseil d'administration, pour une durée de dix-huit (18) mois, à l'effet d'annuler des actions de la Société acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé dans la 8^{ème} résolution afin de réduire son capital, dans la limite de soixante-cinq mille euros (65.000 €) en valeur nominale par périodes de vingt-quatre (24) mois.

❖ **Pouvoirs en vue des formalités (10^{ème} résolution)**

Nous vous proposons de donner tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale en vue de l'accomplissement des formalités légales.

Nous vous invitons à adopter l'ensemble des résolutions qui vont être soumises à votre vote.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

3. Comptes Annuels

IMMERSION SA

**3, 5 Rue Raymond Lavigne
33100 BORDEAUX**

COMPTES ANNUELS

du 01/07/2020 au 30/06/2021

Sommaire

<i>COMPTE RENDU DES TRAVAUX</i>	2
Bilan	4
<i>ACTIF</i>	4
<i>Actif immobilisé</i>	4
<i>Actif circulant</i>	4
<i>PASSIF</i>	5
<i>Capitaux Propres</i>	5
<i>Provisions pour risques et charges</i>	5
<i>Emprunts et dettes</i>	5
Compte de résultat	6
Annexes aux comptes annuels	8
<i>PREAMBULE</i>	8
<i>ACTIVITE ET FAITS CARACTERISTIQUES</i>	8
<i>REGLES ET METHODES COMPTABLES</i>	9
<i>AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE</i>	10
<i>AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS</i>	10
<i>AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS</i>	10
Soldes intermédiaires de gestion	18
Tableau de financement	20
Liasse fiscale	25

COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Le Cabinet AUDECCO, inscrit au tableau de l'Ordre des Experts Comptables.

Aux termes de la mission d'assistance/de supervision comptable et d'établissement des Comptes Annuels, qui lui a été confiée par IMMERSION SA,

Déclare que les Comptes Annuels se rapportant à l'exercice clos au 30/06/2021 caractérisés notamment par les données suivantes :

Total du bilan	7 452 749
Chiffre d'affaires hors taxes	5 797 571
Résultat net de l'exercice (bénéfice)	603 475

ont été établis à partir des pièces, documents et informations fournis par l'Entreprise, en conformité avec les dispositions de l'Ordonnance du 19 septembre 1945 régissant l'Ordre des Experts Comptables et avec les règles de diligence préconisées par l'Ordre à l'exception des règles suivantes :

- présentation d'un état détaillé et chiffré des stocks et en cours,
- contrôle de la conformité de la méthode de valorisation des stocks et en cours utilisée avec les règles en vigueur,
- vérification de l'application de la méthode de valorisation des stocks et en cours par épreuves,
- établissement du tableau de financement,
- contrôle des existants en caisse.

Le présent compte-rendu ne constitue pas une attestation de régularité et de sincérité au sens de l'article 2 de l'ordonnance du 19 septembre 1945.

Pour AUDECCO
Fait à MERIGNAC le 7/10/2021

COMPTES ANNUELS

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 30/06/2021 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2020 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	438 289	256 665	181 624	258 429	- 76 805
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	545 501		545 501	545 501	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	92 641	85 872	6 770	8 242	- 1 472
Autres immobilisations corporelles	1 195 022	792 194	402 828	476 895	- 74 067
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	2 429		2 429		2 429
Prêts					
Autres immobilisations financières	95 180		95 180	113 839	- 18 659
TOTAL (I)	2 369 062	1 134 731	1 234 331	1 402 907	- 168 576
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises	983 647	362 957	620 690	1 037 191	- 416 501
Avances et acomptes versés sur commandes	9 360		9 360	9 360	
Clients et comptes rattachés	1 197 381	33 555	1 163 827	796 345	367 482
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	17 227		17 227	11 541	5 686
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices	631 665		631 665	423 112	208 553
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	243 788		243 788	288 297	- 44 509
. Autres	405 050		405 050	404 294	756
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	2 919 343		2 919 343	3 094 103	- 174 760
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	207 467		207 467	201 288	6 179
TOTAL (II)	6 614 930	396 512	6 218 418	6 265 532	- 47 114
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	8 983 992	1 531 243	7 452 749	7 668 439	- 215 690

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 30/06/2021 (12 mois)	Exercice précédent 30/06/2020 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 634 145)	634 145	634 145	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 151 510	1 151 510	
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale	61 802	61 802	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	294 378	294 378	
Report à nouveau	-636 017	-309 963	- 326 054
Résultat de l'exercice	603 475	-326 054	929 529
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	2 109 293	1 505 818	603 475
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	166 258	19 498	146 760
TOTAL (III)	166 258	19 498	146 760
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	2 297 729	2 532 433	- 234 704
. Découverts, concours bancaires			
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	225 323	233 005	- 7 682
. Associés	1 186	2 304	- 1 118
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 687	1 687	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	890 345	1 109 828	- 219 483
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	260 527	359 811	- 99 284
. Organismes sociaux	114 633	388 298	- 273 665
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	316 053	395 978	- 79 925
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	14 921	19 322	- 4 401
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	10 194	2 061	8 133
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance	1 044 599	1 098 395	- 53 796
TOTAL (IV)	5 177 198	6 143 122	- 965 924
Écart de conversion et différences d'évaluation passif (V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	7 452 749	7 668 439	- 215 690

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 30/06/2021 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2020 (12 mois)	Variation absolue	%	
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises	4 806 062		4 806 062	4 942 318	- 136 256	-2,76
Production vendue biens						
Production vendue services	991 508		991 508	314 278	677 230	215,49
Chiffres d'affaires Nets	5 797 571		5 797 571	5 256 596	540 975	10,29
Production stockée						
Production immobilisée				268 825	- 268 825	-100
Subventions d'exploitation			759 002	740 899	18 103	2,44
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			609 561	388 434	221 127	56,93
Autres produits			146 957	51 509	95 448	185,30
Total des produits d'exploitation (I)			7 313 091	6 706 263	606 828	9,05
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 770 937	2 903 442	- 132 505	-4,56
Variation de stock (marchandises)			441 448	6 884	434 564	N/S
Achats de matières premières et autres approvisionnements			2 867	3 301	- 434	-13,15
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			1 128 437	1 000 520	127 917	12,79
Impôts, taxes et versements assimilés			57 365	52 503	4 862	9,26
Salaires et traitements			1 859 422	2 044 952	- 185 530	-9,07
Charges sociales			357 089	738 362	- 381 273	-51,64
Dotations aux amortissements sur immobilisations			157 712	167 405	- 9 693	-5,79
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant			381 044	403 372	- 22 328	-5,54
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			2 020	6 269	- 4 249	-67,78
Total des charges d'exploitation (II)			7 158 342	7 327 010	- 168 668	-2,30
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			154 748	-620 748	775 496	124,93
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			3 477	225	3 252	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change			0			
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			3 477	225	3 252	N/S
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées			10 465	20 639	- 10 174	-49,30
Différences négatives de change				1	- 1	-100
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			10 465	20 640	- 10 175	-49,30
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-6 987	-20 416	13 429	65,78
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			147 761	-641 163	788 924	123,05

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 30/06/2021 (12 mois)	Exercice précédent 30/06/2020 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	317 686	17 148	300 538	N/S
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)	317 686	17 148	300 538	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 765	3 191	574	17,99
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	146 760		146 760	N/S
Total des charges exceptionnelles (VIII)	150 525	3 191	147 334	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	167 161	13 957	153 204	N/S
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-288 553	-301 152	12 599	4,18
Total des Produits (I+III+V+VII)	7 634 254	6 723 635	910 619	13,54
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	7 030 779	7 049 689	- 18 910	-0,27
RESULTAT NET	603 475	-326 054	929 529	285,08
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

Annexes aux comptes annuels

PREAMBULE

L'exercice social clos le 30/06/2021 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 30/06/2020 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 7 452 749,12 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 603 474,74 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 05/10/2021 par le Conseil d'administration.

ACTIVITE ET FAITS CARACTERISTIQUES

Au cours de l'exercice écoulé clos le 30 juin 2021, l'activité de la Société a été la suivante :

L'activité de l'exercice a été impactée par les suspensions successives liées à l'environnement épidémique. Son niveau a significativement progressé (+10%) comparé à l'exercice précédent sans toutefois atteindre celui d'avant-crise.

En ligne avec le semestre précédent, l'évolution de la marge brute s'explique par un moindre niveau des activités à plus forte valeur ajoutée ainsi que par l'évolution du modèle économique des licences Shariing.

Les efforts combinés en R&D et l'optimisation des coûts ont permis de garantir la stratégie d'innovation et contribué à un excédent d'exploitation positif.

Le résultat exceptionnel s'explique d'une part, par le résultat des actions de la Direction qui a permis de neutraliser l'impact de la décision de justice qui avait grevée les comptes de l'exercice 2019 et d'autre part, par une décision défavorable relative au contentieux fiscal (montant provisionné et payé). Une requête auprès du Conseil d'Etat a été introduite.

La crise actuelle conforte la pertinence de la priorité stratégique de donnée à Shariing, solution de collaboration à distance et outil d'accompagnement de la transformation digitale. Pendant la période, 28 licences ont été commercialisées contre 21 en N-1.

Le début du remboursement du financement PGE de 1,7 millions d'euros a été reporté à la fin du prochain exercice.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

PI5G

Le projet « Plateforme Immersive 5G – PI5G » est un projet labellisé Plan de Relance. Il a pour ambition d'accélérer le développement de produits et de services combinant les technologies immersives et la 5G pour l'industrie 4.0.

Immersion y contribuera par son expertise en matière de téléprésence et de Réalité Virtuelle et Mixte.

Son budget global est d'environ 7 millions d'euros pour le consortium.

PRACCIIS

Il s'agit de l'acronyme de Plateforme Régionale d'Accélération de l'Intégration de l'Industrie du futur en Région Sud. Ce projet est issu de l'appel à projet dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir.

Immersion assurera la mise en œuvre d'un grand système immersif innovant. Son budget global est d'environ 8 millions d'euros pour le consortium.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au référentiel comptable ANC 2016-07.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
 - Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
 - Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrécouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.
 - Stocks de marchandises : ils sont évalués au coût moyen unitaire pondéré.
- Une provision pour dépréciation des stocks est effectuée lorsque le coût d'achat est supérieur à sa valeur de revente estimée.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La société a engagé des frais de recherche et de développement dans le cadre de projets agréés notamment par la Commission Européenne. Les frais de recherche ont été pour l'essentiel comptabilisés en charges.

Les charges sont couvertes en partie par le crédit d'impôt recherche.

Les frais de développement font l'objet d'une activation en immobilisation (méthode de référence) lorsque des avantages économiques futurs probables peuvent être générés.

La durée d'amortissement a été déterminée par la société et correspond à la durée d'utilisation.

Des précisions sur les subventions, les dépenses de recherche et le CIR ne sont pas présentées pour des raisons de confidentialité, une divulgation pouvant être source de préjudice.

Des précisions sur les subventions, les dépenses de recherche et le CIR ne sont pas présentées en raison du préjudice grave qui pourrait résulter de leur divulgation.

ENGAGEMENT EN MATIERE D'INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

La valorisation répond aux critères suivants :

- conditions : départ volontaire à l'âge de 65 ans
- méthode de calcul : probabilité annuelle de départ de 4%, taux d'accroissement des salaires de 2%, calcul effectué charges sociales incluses.

Au 30/06/2021, l'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière s'élève à 173 642 euros.

Cet engagement ne fait pas l'objet d'une provision.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

COVID-19

Malgré le redressement de l'activité par rapport à l'exercice précédent, le niveau de chiffre d'affaires n'a pas retrouvé celui d'avant-crise.

Les développements pour la nouvelle version de Shariing ont été suspendu, les clients n'étant pas dans une dynamique d'investissement pour la période considérée.

- le recours au chômage partiel depuis le 17/03/20, toujours sollicité jusqu'au 30/06/21 (Cf note infra)
- la mise en place de restructuration des emprunts (report des échéances) et le recours à des prêts garantis par l'État pour un montant de 1 700 K € ;
- une exonération de cotisations patronales et aide au paiement a été inscrite au crédit du compte 6451 pour 319.6 K €

ACTIVITE PARTIELLE

L'activité partielle mise en place a engendré une indemnité totale pour l'exercice de 200 000 € comptabilisée au compte 641.

A l'établissement des comptes, la société a demandé et perçu en remboursement une somme totale de 212 000 € concernant les mois de mai à septembre 2020.

Afin de conserver une information qui lui est utile, la société a décidé de comptabiliser les indemnités perçues au compte 791, en dérogation à la recommandation de l'ANC mais en cohérence avec le traitement des remboursements maladies et formations.

Aucune provision des montants restant à recevoir pour les mois d'octobre 2020 à juin 2021 a été enregistrée car aucune demande n'a été formulée auprès de l'Etat.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Par décision de l'Assemblée générale mixte du 22 mars 2021, le Conseil d'administration a été autorisé à acheter ou faire acheter les actions ordinaires de la société pour un montant maximum de 65 000 €.

A la clôture 1 366 actions propres ont été rachetées par la société pour un total de 2 429 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

NOTES SUR LE BILAN ACTIF**Actif immobilisé**

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 2 369 062

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	983 790			983 790
Immobilisations corporelles	1 282 296	5 367		1 287 663
Immobilisations financières	113 839	2 429	18 659	97 609
TOTAL	2 379 926	7 796	18 659	2 369 062

Amortissements et provisions d'actif = 1 134 731

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	179 860	76 805		256 665
Immobilisations corporelles	797 159	80 907		878 066
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	977 019	157 712		1 134 731

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Licences, droits, logiciels	438 289	256 665	181 624	de 1 à 5 ans
Matériel & outillage industrie	92 641	85 872	6 770	de 1 à 10 ans
Installation & agencements	889 033	539 013	350 020	de 3 à 25 ans
Matériel de transport	80 599	50 599	30 000	4 ans
Matériel bureau & info.	173 421	163 808	9 613	de 2 à 5 ans
Mobilier	51 969	38 774	13 195	de 2 à 10 ans
Immobilisation incorp en cours	545 501	0	545 501	Non amortiss.
TOTAL	2 271 453	1 134 731	1 136 722	

Etat des créances = 2 797 759

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	95 180		95 180
Actif circulant & charges d'avance	2 702 579	2 702 579	
TOTAL	2 797 759	2 702 579	95 180

Provisions pour dépréciation = 396 512

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	utilisées	non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours	387 904	362 957	387 904		362 957
Comptes de tiers	15 468	18 087			33 555
Comptes financiers					
TOTAL	403 372	381 044	387 904		396 512

Produits à recevoir par postes du bilan = 376 157

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	373 888
Autres créances	2 269
Disponibilités	
TOTAL	376 157

Charges constatées d'avance = 207 467

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF**Capital social = 634 145**

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	1268290	0,50	634 145
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	1268290	0,50	634 145

Provisions = 19 498

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées					
Provisions pour risques &	19 498	146 760			19 498
TOTAL	19 498	146 760			19 498

Etat des dettes = 5 175 511

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	2 297 729	290 476	2 007 254	
Dettes financières diverses	226 509	226 509		
Fournisseurs	890 345	890 345		
Dettes fiscales & sociales	706 134	706 134		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	10 194	10 194		
Produits constatés d'avance	1 044 599	1 044 599		
TOTAL	5 175 511	3 168 257	2 007 254	

Charges à payer par postes du bilan = 341 468

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	936
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	112 574
Dettes fiscales & sociales	227 959
Autres dettes	
TOTAL	341 468

Produits constatés d'avance = 1 044 599

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires = 5 797 571

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Ventes de marchandises	4 806 062	82,90 %
Prestations de services	972 457	16,77 %
Produits des activités annexes	19 052	0,33 %
TOTAL	5 797 571	100,00 %

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers. On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires Aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	12 000
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de service	
TOTAL	12 000

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	23	
Agents de maîtrise & techniciens	15	
Employés		
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	38	0

Impôts sur les sociétés

Le montant d'impôts s'élève à euros -288 553 euros au 30/06/21 contre -301 152 euros au 30/06/2020.
Ce produit correspond aux crédits d'impôts recherche et innovation.

Fiscalité latente

A la date de clôture, les déficits fiscaux reportables s'élèvent à 3 283 652 euros.

Dettes garanties par des sûretés réelles

Avals, cautions et garanties de Christophe CHARTIER auprès des banques pour 60 000 euros et pour les cessions DAILLY de créances professionnelles.

Hypothèque sur bureaux apportés par la SCI Feaugas.

Les prêts souscrits dans le cadre de la pandémie de Covid-19 sont garantis par l'Etat à 90%.

Autres informations complémentaires

DEPENSES DE RECHERCHE, CIR et SUBVENTIONS :

Des précisions sur les subventions, les dépenses de recherche et le CIR ne sont pas présentées en raison du préjudice grave qui pourrait résulter de leur divulgation.

CONTROLE FISCAL :

Un avis de vérification de comptabilité a été adressé à la société en date du 12 mai 2015.

Ce dernier porte sur les exercices clos les 30/06/2012, 30/06/2013,30/06/2014 et a débuté le 27 mai 2015.

Le contrôle est achevé et le redressement établi par l'administration fiscale s'élève à 159 268 euros.

La société Immersion conteste le montant du redressement et estime le risque réel à 29 526 euros, somme qui a fait l'objet d'une provision dans les comptes du 30 juin 2016.

Une reprise de provision de 10 028 euros correspondant aux redressements CIR de 2011 à 2013 a été comptabilisée au 30 juin 2019.

Le redressement s'élève donc à 149 240 euros et la provision pour impôt à 19 498 euros.

Suite à la décision de la cour d'appel administrative de Bordeaux du 17 juin 2021, une provision sur les pénalités pour 146 760 euros a été constatée.

La provision s'élève donc à 166 258 € au 30 juin 2021.

Un recours en Conseil d'Etat a été déposé.

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 376 157

Produits à recevoir sur clts et comptes rattachés	Montant
Clients - factures à établir(41810000000)	373 888
TOTAL	373 888

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Etat - pdts à recevoir(44870000000)	2 269
TOTAL	2 269

Charges constatées d'avance = 207 467

Charges constatées d'avance	Montant
Chg constatées d'avance(48600000000)	207 467
TOTAL	207 467

Charges à payer = 341 468

Emprunts & dettes auprès des étab. De crédit	Montant
Intérêts courus sur emprunt(16884000000)	936
TOTAL	936

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fournisseurs - fac. non parvenues(40810000000)	112 574
TOTAL	112 574

Dettes fiscales et sociales	Montant
Personnel - congés payés(42820000000)	148 208
Personnel - autres charges à payer(42860000000)	758
Chg sociales sur congés payés(43820000000)	63 752
Autres chg sociales à payer(43860000000)	10 578
Etat - chg à payer(44860000000)	4 663
TOTAL	227 959

Produits constatés d'avance = 1 044 599

Produits constatés d'avance	Montant
Pdts constatés d'avance(48700000000)	1 044 599
TOTAL	1 044 599

(Entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société à un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières (1)	64 500		
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (2)	36 213		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation			
Autres produits financiers			
Charges financières			

Renvois concernant les entreprises concernées :

(1) : SCI YOL et SCI FEAUGAS

(2) : SCI YOL et SCI FEAUGAS

DOCUMENT DE GESTION

Soldes intermédiaires de gestion

Présenté en Euros

	Exercice clos le 30/06/2021 (12 mois)	Exercice clos le 30/06/2020 (12 mois)	Variation	%
Ventes de marchandises	4 806 062	4 942 318	- 136 256	-2,76
- Coût direct d'achat	2 553 119	2 780 472	- 227 353	-8,18
+/- Variation du stock de marchandises	441 448	6 884	434 564	N/S
Marge commerciale (I)	1 811 496	2 154 963	- 343 467	-15,94
Taux de marge commerciale	37,69 %	43,60 %		
+ Production vendue	991 508	314 278	677 230	215,49
+ Production stockée				
+ Production immobilisée		268 825	- 268 825	-100
Production de l'exercice	991 508	583 103	408 405	70,04
- Matières premières et approvisionnements consommés	2 867	3 301	- 434	-13,15
- Sous-traitance directe	398 283	194 851	203 432	104,40
Marge brute sur production (II)	590 359	384 951	205 408	53,36
Taux de marge brute sur production	59,54 %	66,02 %		
Marge brute globale (I + II)	2 401 855	2 539 914	- 138 059	-5,44
Taux de marge brute globale	41,43 %	45,97 %		
- Services extérieurs et autres charges externes	730 154	805 669	- 75 515	-9,37
Valeur ajoutée produite	1 671 700	1 734 245	- 62 545	-3,61
Valeur ajoutée / chiffre d'affaires	28,83 %	31,39 %		
+ Subventions d'exploitation	759 002	740 899	18 103	2,44
- Impôts, taxes et versements assimilés	57 365	52 503	4 862	9,26
- Salaires et traitements	1 859 422	2 044 952	- 185 530	-9,07
- Charges sociales	357 089	738 362	- 381 273	-51,64
Excédent brut d'exploitation	156 825	-360 674	517 499	143,48
Excédent brut d'exploitation / chiffre d'affaires	2,71 %	-6,53 %		
+ Reprise sur amortissements et provisions	387 904	252 622	135 282	53,55
- Dotations aux amortissements sur immobilisations	157 712	167 405	- 9 693	-5,79
- Dotations aux provisions sur immobilisations				
- Dotations aux provisions sur actif circulant	381 044	403 372	- 22 328	-5,54
- Dotations aux provisions pour risques et charges				
+ Autres produits de gestion courante	146 957	51 509	95 448	185,30
- Autres charges de gestion courante	2 020	6 269	- 4 249	-67,78
+ Transfert de charges d'exploitation	3 838	12 841	- 9 003	-70,11
Résultat d'exploitation (hors charges et produits financiers)	154 748	-620 748	775 496	124,93
Résultat d'exploitation / chiffre d'affaires	2,67 %	-11,23 %		
+ Bénéfice attribué (quote part sur opérations en commun)				
- Perte supportée (quote part sur opérations en commun)				
+ Produits financiers de participations				
+ Produits des autres valeurs mobilières et créances				
+ Autres intérêts et produits assimilés	3 477	225	3 252	N/S
+ Reprises sur provisions financières				
+ Différences positives de change	0			
+ Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
- Dotations financières aux amortissements et provisions				
- Intérêts et charges assimilées	10 465	20 639	- 10 174	-49,30
- Différences négatives de change		1	- 1	-100
- Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements				
Résultat courant avant impôts	147 761	-641 163	788 924	123,05
Résultat courant / chiffre d'affaires	2,55 %	-11,60 %		

	Exercice clos le 30/06/2021 (12 mois)	Exercice clos le 30/06/2020 (12 mois)	Variation	%
+ Produits exceptionnels sur opérations de gestion	317 686	17 148	300 538	N/S
+ Produits exceptionnels sur opérations en capital				
+ Reprises sur provisions & transferts de charges except°.				
- Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 765	3 191	574	17,99
- Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
- Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	146 760		146 760	N/S
Résultat exceptionnel	167 161	13 957	153 204	N/S
- Participation des salariés aux résultats				
- Impôts sur les bénéfices	-288 553	-301 152	12 599	4,18
Résultat net Comptable	603 475	-326 054	929 529	285,08
Résultat net / chiffre d'affaires	10,41 %	-5,90 %		

Tableau de financement

Présenté en Euros

VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	Exercice clos le 30/06/2021 (12 mois)	Exercice préc. 30/06/2020 (12 mois)
<u>Ressources durables</u>		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	901 087	-7 900
Augmentation des capitaux propres		
Augmentation de capital et apports		
Augmentation des autres capitaux propres		
Cessions ou réductions de l'actif immobilisé		
Prix de cession des immobilisations incorporelles		
Prix de cession des immobilisations corporelles		
Prix de cession des immobilisations financières	18 659	
Remboursement de prêts, dépôts et créances immobilisées		
Augmentation des dettes financières		2 046 250
Total des ressources (I)	919 746	2 038 350
<u>Emplois stables</u>		
Diminution des capitaux propres		
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice		
Réduction de capital, autres distributions		
Réduction des autres capitaux propres		
Acquisitions d'éléments d'actifs immobilisés		
Immobilisations incorporelles		268 825
Immobilisations corporelles	5 367	6 843
Immobilisations financières	2 429	11 474
Octroi de prêts, dépôts et créances immobilisées		
Remboursement des dettes financières	238 199	171 944
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Total des emplois (II)	245 994	459 086
<u>Variation du fonds de roulement net global</u>		
Ressources nettes de fonds permanents (I-II)	673 752	1 579 264
Emplois nets de fonds permanents (II-I)		
Valeur du fonds de roulement à la clôture	3 734 525	3 053 091

Tableau de financement (suite)

Présenté en Euros

VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	Besoins	Dégagement	Exe. clos le 30/06/2021 Solde	Ex. prec. 30/06/2020 Solde N-1
<u>Variations d'exploitation</u>				
Variations des actifs d'exploitation				
Stocks de matières et approvisionnements nets		416 501	416 501	142 624
En-cours et produits finis nets				
Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours		24 947	24 947	-135 740
Avances et acomptes versés sur commandes				-9 360
Créances clients et comptes rattachés nets	367 481		-367 481	1 335 037
Provisions pour dépréciation des clients douteux	18 087		-18 087	-15 009
Autres créances d'exploitation (hors charges à répartir)	176 665		-176 665	-250 463
Variation des comptes courants débiteurs				
Variations des dettes d'exploitation				
Avances et acomptes reçus sur commandes				1 687
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	219 483		-219 483	-368 583
Autres dettes d'exploitation	508 243		-508 243	503 655
Totaux d'exploitation	1 289 960	441 448	-848 512	1 203 848
Variation nette d'exploitation (A)	848 512		-848 512	1 203 848
<u>Variation hors exploitation</u>				
Variation des autres débiteurs				
Variation des autres créditeurs				
Totaux hors exploitation				
Variation nette hors exploitation (B)				
Besoin de l'exercice en fonds de roulement			-848 512	
Dégagement de l'exercice en fonds de roulement				1 203 848
<u>Variation de trésorerie</u>				
Variation des disponibilités		174 760	174 760	-2 769 118
Variation des concours bancaires				-13 994
Totaux de trésorerie		174 760	174 760	-2 783 112
Variation nette de trésorerie (C)		174 760	174 760	-2 783 112
<u>Variation du fonds de roulement net global</u>				
Emploi net			673 752	1 579 264
Ressource nette				

Tableau de financement (suite)

Présenté en Euros

		30/06/2021	30/06/2020
CALCUL DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	Résultat net comptable	603 475	-326 054
	+ Dotations aux amortissements et aux provisions	685 516	570 777
	- Reprise sur amortissements et sur provisions	387 904	252 622
	+ Valeur comptable des éléments d'actif cédés		
	- Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés		
	- Subventions d'investissement virées au résultat		
= Capacité d'autofinancement de l'exercice		901 087	-7 900
CALCUL DE LA VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	Cessions ou réductions de l'actif immobilisé		
	Prix de cessions des immobilisations incorporelles		
	Prix de cessions des immobilisations corporelles		
	Prix de cessions des immobilisations financières	18 659	
	Remboursement de prêt, dépôts et créances immob.		
	Augmentation des capitaux propres		
	Augmentation de capital et apports		
	Augmentation des autres capitaux propres		
	Augmentation des dettes fin. : emprunts souscrits		2 046 250
	Total des ressources (I)		919 746
CALCUL DE LA VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	Diminution des capitaux propres		
	Distributions mises en paiement au cours de l'exercice		
	Réduction de capital, autres distributions		
	Réductions des autres capitaux propres		
	Acquisitions d'éléments d'actifs immobilisés		
	Immobilisations incorporelles		268 825
	Immobilisations corporelles	5 367	6 843
	Immobilisations financières	2 429	11 474
	Octroi de prêt, dépôts et créances immobilisées		
	Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Remboursement des dettes financières		238 199	171 944
Total des emplois (II)		245 994	459 086
Variation du fonds de roulement net global			
Ressources nettes de fonds permanents (I-II)		673 752	1 579 264
Emplois nets de fonds permanents (II-I)			

Tableau de financement

Présenté en Euros

		30/06/2021	30/06/2020
UTILISATION DE LA VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	Variations d'exploitation		
	Variations des actifs d'exploitation		
	Stocks de matières et approvisionnements	416 501	142 624
	En-cours et produits finis		
	Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours	24 947	-135 740
	Avances et acomptes versés sur commandes		-9 360
	Créances clients et comptes rattachés	-367 481	1 335 037
	Provisions pour dépréciation des clients douteux	-18 087	-15 009
	Autres créances d'exploitation	-176 665	-250 463
	Variations des dettes d'exploitation		
Avances et acomptes reçues sur commandes		1 687	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-219 483	-368 583	
Autres dettes d'exploitation	-508 243	503 655	
	Totaux d'exploitation	-848 512	1 203 848
	Variation nette d'exploitation (A)	-848 512	1 203 848
	Variations hors exploitation		
	Variation des autres débiteurs		
	Variation des autres créditeurs		
	Totaux hors exploitation		
	Variation nette hors exploitation (B)		
	Variation du besoin en fonds de roulement	-848 512	-1 203 848
	Variations de trésorerie		
	Variation des disponibilités	174 760	-2 769 118
	Variation des concours bancaires		-13 994
	Totaux de trésorerie	174 760	-2 783 112
	Variation nette de trésorerie (C)	174 760	-2 783 112
	Variation du fonds de roulement net global		
	Emploi net	673 752	1 579 264
	Ressource nette		

LIASSE FISCALE

Liasse fiscale

Formulaire obligatoire (article 53 A
du code général des impôts).

①

BILAN — ACTIF

DGFIP N° 2050-SD 2021

Désignation de l'entreprise :		IMMERSION SA		1 1 2		
Adresse de l'entreprise		3, 5 Rue Raymond Lavigne 33100 BORDEAUX		Durée de l'exercice précédent * 1 1 2		
Numéro SIRET *		3 9 4 8 7 9 3 0 8 0 0 0 3 6		Néant <input type="checkbox"/> *		
				Exercice N clos le, 3 0 0 6 2 0 2 1		
		Brut 1		Amortissements, provisions 2		
				Net 3		
Capital souscrit non appelé (I)		AA				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC		
	Frais de développement *	CX		CQ		
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	438 289	AG	256 665	
	Fonds commercial (1)	AH		AI		
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	545 501	AK		
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO		
	Constructions	AP		AQ		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	92 641	AS	85 872	
	Autres immobilisations corporelles	AT	1 195 022	AU	792 194	
	Immobilisations en cours	AV		AW		
Avances et acomptes	AX		AY			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
	Autres participations	CU		CV		
	Créances rattachées à des participations	BB		BC		
	Autres titres immobilisés	BD	2 429	BE		
	Prêts	BF		BG		
Autres immobilisations financières *	BH	95 180	BI			
TOTAL (II)		BJ	2 369 062	BK	1 134 731	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM	
		En cours de production de biens	BN		BO	
		En cours de production de services	BP		BQ	
		Produits intermédiaires et finis	BR		BS	
		Marchandises	BT	983 647	BU	362 957
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	9 360	BW		
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	1 197 381	BY	33 555
		Autres créances (3)	BZ	1 297 731	CA	
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC	
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :	CD		CE	
Disponibilités		CF	2 919 343	CG		
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	207 467	CI		
	TOTAL (III)	CJ	6 614 930	CK	396 512	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
Pfmes de remboursement des obligations (V)	CM					
Écarts de conversion actif * (VI)	CN					
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	8 983 992	1A	1 531 243	
Renvois : (1) Dont droit au bail :						
		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP		(3) Part à plus d'un an :	
Clause de réserve de propriété : *		Immobilisations :			CR	
		Stocks :			Créances :	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

②

BILAN — PASSIF avant répartition

DGFIP N° 2051 SD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		IMMERSION SA		Néant	<input type="checkbox"/> *
		Exercice N			
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :.....634 145...)	DA	634 145		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport,	DB	1 151 510		
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input style="width: 50px;" type="text" value="EK"/>)	DC			
	Réserve légale (3)	DD	61 802		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE			
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input style="width: 50px;" type="text" value="B1"/>)	DF			
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants * <input style="width: 50px;" type="text" value="EJ"/>)	DG	294 378		
	Report à nouveau	DH	(636 017)		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	603 475		
	Subventions d'investissement	DJ			
	Provisions réglementées *	DK			
TOTAL (I)	DL	2 109 293			
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM			
	Avances conditionnées	DN			
	TOTAL (II)	DO			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP			
	Provisions pour charges	DQ	166 258		
	TOTAL (III)	DR	166 258		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS			
	Autres emprunts obligataires	DT			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	2 297 729		
	Emprunts et dettes financiers divers (Dont emprunts participatifs <input style="width: 50px;" type="text" value="EI"/>)	DV	226 509		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	1 687		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	890 345		
	Dettes fiscales et sociales	DY	706 134		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ			
	Autres dettes	EA	10 194		
Compte régul.	EB	1 044 599			
TOTAL (IV)	EC	5 177 198			
Ecarts de conversion passif *	ED				
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	7 452 749			
RENVIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B			
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C			
		1D			
		1E			
	(3) Dont réserve spéciale des plus values à long terme *	1F			
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	3 169 944			
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 - Etat préparatoire

③ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFIP N° 2052 SD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts).

Désignation de l'entreprise : IMMERSION SA		Exercice N				Néant <input type="checkbox"/> *	
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA	4 530 293	FB	275 770	FC 4 806 062	
	Production vendue	} biens *	FD		FE		FF
			} services *	FG	990 386	FH	1 122
	Chiffres d'affaires nets *	FJ		5 520 679	FK	276 892	FL 5 797 571
	Production stockée *					FM	
	Production immobilisée *					FN	
	Subventions d'exploitation					FO 759 002	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)					FP 609 561	
	Autres produits (1) (11)					FQ 146 957	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR 7 313 091
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS 2 770 937	
	Variation de stock (marchandises)*					FT 441 448	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU 2 867	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW 1 128 437	
	Impôts, taxes et versements assimilés *					FX 57 365	
	Salaires et traitements *					FY 1 859 422	
	Charges sociales (10)					FZ 357 089	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	} dotations aux amortissements *				GA 157 712
				} dotations aux provisions			
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *					
	Pour risques et charges : dotations aux provisions						GD
	Autres charges (12)						GE 2 020
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF 7 158 342
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG 154 748	
opération en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée *				(III)	GH	
	Perte supportée ou bénéfice transféré *				(IV)	GI	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL 3 477	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	
	Différences positives de change					GN	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO	
Total des produits financiers (V)						GP 3 477	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ	
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR 10 465	
	Différences négatives de change					GS	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT	
Total des charges financières (VI)						GU 10 465	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV (6 987)	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW 147 761	

(RENOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

④

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFIP N° 2053-SD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		IMMERSION SA		Néant <input type="checkbox"/> *	
				Exercice N	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		HA	317 686	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *		HB		
	Reprises sur provisions et transferts de charges		HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)		HD	317 686	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)		HE	3 765	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *		HF		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)		HG	146 760	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)		HH	150 525	
4 – RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII – VIII)				HI	167 161
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		(IX)			HJ
Impôts sur les bénéfices *		(X)	(288 553)		HK
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	7 634 254
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	7 030 779
5 – BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits – total des charges)				HN	603 475
REVENUS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		HO	
	(2)	Dont	produits de locations immobilières	HY	
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG	
	(3)	Dont	Crédit bail mobilier *	HP	
			Crédit bail immobilier	HQ	
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IH	
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées		IJ	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées		IK	
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)		HX	
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		RC	
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)		RD	
	(9)	Dont transferts de charges		A1	221 657
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		A2	
			(Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS)	A5	
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		A3	
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		A4	
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives		A6	
obligatoires		A9			
		Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite	A8		
(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :		Exercice N		
		AMENDES PENALITES	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	
		SOLDE DIVERS COMPTE TIERS/RBT LITIGE EXCEPT	3 765	317 686	
		PROVISION EXCEPTIONNELLE	146 760		
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N-1		
			Charges antérieures	Produits antérieurs	

SAGE Experts-comptables janvier 2021 : Etat préparatoire.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise		IMMERSION SA										Néant <input type="checkbox"/> *		
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations						
						1		Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence			Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste			
								3			4			
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I		CZ				D8			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II		KD	983 790			KE	KF		
CORPORELLES	Terrains						KG				KH	KI		
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants	L9			KJ				KK	KL		
		Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1			KM				KN	KO		
	Installations générales, agencements* et aménagements des constructions		Dont Composants	M2			KP				KQ	KR		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		Dont Composants	M3			KS	91 621			KT	KU 1 020		
	Installations générales, agencements, aménagements divers *						KV	889 033			KW	KX		
	Matériel de transport *						KY	80 599			KZ	LA		
	Matériel de bureau et mobilier informatique						LB	221 043			LC	LD 4 347		
	Emballages récupérables et divers *						LE				LF	LG		
	Immobilisations corporelles en cours						LH				LI	LJ		
	Avances et acomptes						LK				LL	LM		
	TOTAL III						LN	1 282 296			LO	LP 5 367		
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence						SG				SM	ST	
Autres participations						SU				SV	SW			
Autres titres immobilisés						IP				IR	IS 2 429			
Prêts et autres immobilisations financières						IT	113 839			IU	IV			
TOTAL IV						LQ	113 839			LR	LS 2 429			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)						ØG	2 379 926			ØH	ØJ 7 796			
CADRE B		IMMOBILISATIONS				Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence				
						par virement de poste à poste		3		4				
						1		2		3				
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I		IN				DØ	D7		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II		IO				LW	IX 983 790		
CORPORELLES	Terrains						IP				LX	LY		
	Constructions	Sur sol propre					IQ				MA	MB		
		Sur sol d'autrui					IR				MD	ME		
	Inst. gales, agenets et am. des constructions						IS				MG	MH		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels						IT	92 641			MJ	MK 92 641		
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenets, aménagements divers						IU	889 033			MM	MN 889 033	
		Matériel de transport						IV	80 599			MP	MQ 80 599	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier						IW	225 390			MS	MT 225 390		
	Emballages récupérables et divers *						IX				MV	MW		
	Immobilisations corporelles en cours						MY				MZ	NA		
	Avances et acomptes						NC				ND	NE		
	TOTAL III						IY	1 287 663			NG	NH 1 287 663		
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence						IZ				ØU	M7	
Autres participations						IØ				ØX	ØY			
Autres titres immobilisés						I1	2 429			2B	2C 2 429			
Prêts et autres immobilisations financières						I2	18 659			2E	2F 95 180			
TOTAL IV						I3	18 659			NJ	NK 97 609			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)						I4	18 659			ØK	ØL 2 369 062			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032



TABLEAU DES ÉCARTS DE RÉÉVALUATION SUR IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

D.G.F.I.P N° 2054-bis-SD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Exercice N clos le **3 0 0 6 2 0 2 1**

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col.6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : IMMERSION SA Néant *

CADRE A	Détermination du montant des écarts (col. 1 - col. 2) (1)		Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement			Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col. 1 - col.2) - col. 5 (5)]
	Augmentation du montant brut des immobilisations 1	Augmentation du montant des amortissements 2	Au cours de l'exercice		Montant cumulé à la fin de l'exercice (4) 5	
			Montant des suppléments d'amortissement (2) 3	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3) 4		
1 Concessions, brevets et droits similaires						
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 TOTAUX						

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis J du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :
 - a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
 - b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne « Provisions réglementées ».

CADRE B
DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

1 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	
2 - FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-
3 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE	=

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2032.

SAGE Experts-comptables, janvier 2021 : Etat préparatoire.



AMORTISSEMENTS

DGFIP N° 2055 SD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise <u>IMMERSION SA</u>										Néant <input type="checkbox"/> *	
CADRE A SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *											
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements affectés aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice			
Frais d'établissement et de développement TOTAL I		CY		EL		EM		EN			
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II		PE	179 860	PF	76 805	PG		PH	256 665		
Terrains		PI		PJ		PK		PL			
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ			
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU			
	Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	PV		PW		PX		PY			
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	83 379	QA	2 493	QB		QC	85 872		
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements, aménagements divers	QD	477 696	QE	61 317	QF		QG	539 013		
	Matériel de transport	QH	50 599	QI		QJ		QK	50 599		
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	185 485	QM	17 097	QN		QO	202 582		
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT			
TOTAL III		QU	797 159	QV	80 907	QW		QX	878 066		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	977 019	ØP	157 712	ØQ		ØR	1 134 731		
CADRE B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES											
Immobilisations amortissables	DOTATIONS						REPRISES			Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice	
	Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		Colonne 4 Différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel				
Frais d'établissements TOTAL I	M9	N1	N2	N3	N4	N5	N6	N6			
Autres immob. incorporelles TOTAL II	N7	N8	P6	P7	P8	P9	Q1				
Terrains	Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8				
Constructions	Sur sol propre	Q9	R1	R2	R3	R4	R5	R6			
	Sur sol d'autrui	R7	R8	R9	S1	S2	S3	S4			
Inst. techniques mat. et outillage	S5	S6	S7	S8	S9	T1	T2				
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9			
	Matériel de transport	U1	U2	U3	U4	U5	U6	U7			
	Mat. bureau et inform. mobilier	U8	U9	V1	V2	V3	V4	V5			
	Emballages récup. et divers	V6	V7	V8	V9	W1	W2	W3			
TOTAL III	W4	W5	W6	W7	W8	W9	X1				
Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV	X2	X3	X4	X5	X6	X7	X8				
Total général (I + II + III + IV)	NL			NM			NO				
Total général non venant (NP + NQ + NR)	NP	NQ	NR	NS	NT	NU	NV				
Total général non venant (NW)	NW	Total général non venant (NS + NT + NU)		NY	Total général non venant (NW - NY)		NZ				
CADRE C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*											
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices*		Montant net au début de l'exercice		Augmentations		Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice			
Frais d'émission d'emprunt à étaler						Z9		Z8			
Primes de remboursement des obligations						SP		SR			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 : Etat préparatoire.

7

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

DGFIP N° 2056-SD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3	Montant à la fin de l'exercice 4				
Désignation de l'entreprise <u>IMMERSION SA</u> Néant <input type="checkbox"/> *									
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T	TA	TB	TC				
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) *	3U	TD	TE	TF				
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V	TG	TH	TI				
	Amortissements dérogatoires	3X	TM	TN	TO				
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3	D4	D5	D6				
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ	IK	IL	IM				
	Autres provisions réglementées (1)	3Y	TP	TQ	TR				
	TOTAL I	3Z	TS	TT	TU				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	4B	4C	4D				
	Provisions pour garanties données aux clients	4E	4F	4G	4H				
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J	4K	4L	4M				
	Provisions pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S				
	Provisions pour pertes de change	4T	4U	4V	4W				
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	4Y	4Z	5A				
	Provisions pour impôts (1)	5B	19 498	5C	146 760	5D	166 258		
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H		5J			
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ			
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T			
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V		5W		5X			
TOTAL II	5Z	19 498	146 760	TW	TX	166 258			
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations { - incorporelles - corporelles - titres mis en équivalence - titres de participation - autres immobilisations financières (1)*	6A	6B	6C	6D				
		6E	6F	6G	6H				
		6J	6K	6L	6M				
		6N	6P	6Q	6R				
		6O	6R	6S	6T				
	Sur stocks et en cours	6N	387 904	6P	362 957	6R	387 904	6S	362 957
	Sur comptes clients	6T	15 468	6U	18 087	6V		6W	33 555
	Autres provisions pour dépréciation (1)*	6X		6Y		6Z		7A	
	TOTAL III	7B	403 372	TY	381 044	TZ	387 904	UA	396 512
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	422 870	UB	527 804	UC	387 904	UD	562 770
Dont dotations et reprises	- d'exploitation		UE	381 044	UF	387 904			
	- financières		UG		UH				
	- exceptionnelles		UJ	146 760	UK				
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I.					10				
(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision. NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.									

SABE Experts-comptables janvier 2021 - Etat préparatoire.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

8

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET
DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE *

DGFIP N°2057-SD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts).

Désignation de l'entreprise : IMMERSION SA		Néant <input type="checkbox"/> *					
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'un an 3	
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN	
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US	
	Autres immobilisations financières	UT	95 180	UV		UW	95 180
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA	58 827		58 827		
	Autres créances clients	UX	1 138 555		1 138 555		
	Créance représentative de titres (Provision pour dépréciation prêtés ou remis en garantie * (antérieurement constituée * UO))	ZI					
	Personnel et comptes rattachés	UY					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ					
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM	631 665		631 665	
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB	243 788		243 788	
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN	340 313		340 313	
		Divers	VP	2 269		2 269	
	Groupe et associés (2)	VC					
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	79 696		79 696		
	Charges constatées d'avance	VS	207 467		207 467		
	TOTAUX		VT	2 797 759	VU	2 702 579	VV
RENOIS	(1) Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice	VD					
	- Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE					
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF					
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y					
Autres emprunts obligataires (1)		7Z					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG					
	à plus d'1 an à l'origine	VH	2 297 729	290 476	2 007 254		
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A	225 323	225 323			
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	890 345	890 345			
Personnel et comptes rattachés		8C	260 527	260 527			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	114 633	114 633			
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E					
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	316 053	316 053			
	Obligations cautionnées	VX					
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	14 921	14 921			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J					
Groupe et associés (2)		VI	1 186	1 186			
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	10 194	10 194			
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		ZZ					
Produits constatés d'avance		8L	1 044 599	1 044 599			
TOTAUX		VY	5 175 511	VZ	3 168 257	2 007 254	
RENOIS	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ		(2) Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques	VL		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK	238 199	* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032			

SAGE Experts-comptables - janvier 2021 - État préparatoire.



DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

DGFIP N° 2058-ASD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise IMMERSION SA		Formulaire déposé au titre de l'IR ET		Néant <input type="checkbox"/> *		Exercice N, clos le j : 31/01/2021		
I. RÉINTÉGRATIONS						BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE		
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés (entreprises à l'IR)				WA	603 475		
	Avantages personnels non déductibles * (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)		WD	Amortissements excédentaires (art. 39-4 du CGI) et autres amortissements non déductibles		WE		
	Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.)		WF	Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS)		WG	3 883	
	Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit-bail immobilier et de levée d'option		RA	Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D)		RB		
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)		WI	Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067-bis)		XX	3 765	
	Amendes et pénalités		WJ	3 765	Charges financières (art. 39 13° et 212 bis) *		XZ	
	Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI *				XY			
	Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032-NOT-SD)				I7	(288 553)		
Quote-part	Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un G.I.E.	WL	Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI		L7			
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Moins-values nettes à long terme		- imposées aux taux de 15 % ou de 19 % (12,80 % pour les entreprises à l'impôt sur le revenu)		I8			
			- imposées au taux de 0 %		ZN			
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs *		- Plus-values nettes à court terme		WN			
			- Plus-values soumises au régime des fusions		WO			
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM * (entreprises à l'IS)								
Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT *		Intérêts excédentaires (art. 39-1-3° et 212 du C.G.I.)	SU	Zones d'entreprises * (activité exonérée)		SW	1 46 760	
		Déficits étrangers antérieurement déduits par les PME (art. 209 C)	SX	Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro		MS		
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage								
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage								
						TOTAL I	469 330	
II. DÉDUCTIONS						PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE		
Quote-part dans les pertes subies par une société de personne ou un G.I.E. *								
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégréés dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B-SD, cadre III)								
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme		- imposées au taux de 15 % (12,80 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)		WV			
			- imposées au taux de 0 %		WH			
			- imposées au taux de 19 %		WP			
			- imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures		WW			
			- imputées sur les déficits antérieurs		XB			
Autres plus-values imposées au taux de 19 %								
Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée *								
Régime des sociétés mères et des filiales *		Produit net des actions et parts d'intérêts :		Quote-part de frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation		2A		
Produits de participation inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99% (art 223B du CGI)								
Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'outre-mer *								
Majoration d'amortissement *								
Mesures d'incitation	Entreprises nouvelles - (Reprise d'entreprises en difficultés 44 septies)		K9	Entreprises nouvelles (44 septies)	L2	Jeunes entreprises innovantes (art. 44 septies A)	L5	
	ZFUTE (art. 44 octies et octies A)		OV	Société investissements immobilier cotées (art. 208C)	K3	Zone de restructuration de la défense (44 bis octies)	PA	
	Bassin urbain à dynamiser (art. 44 sexdecies)		PP	Bassin d'emploi à redynamiser (art. 44 duodécies)	1F	Zone franche d'activité NG (art. 44 quaterdecies)	XC	
				Zone de revitalisation rurale (art. 44 quinquies)	PC	Zone de développement prioritaire (art. 44 septies bis)	PB	
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM * (entreprises à l'IS)								
Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé	dont déduction exceptionnelle (art. 39 decies)		X9	dont déduction exceptionnelle simulatoire de conduite (art. 39 decies E)	YH	dont déduction exceptionnelle (art. 39 decies C)	YC	
	dont déduction exceptionnelle (art. 39 decies A)		YA	dont déduction exceptionnelle (art. 39 decies B)	YB	créance dégagee par le report en arrière de déficit	ZI	
	dont déduction exceptionnelle (art. 39 decies D)		YD	dont déduction exceptionnelle (art. 39 decies F)	YI	dont déduction exceptionnelle (art. 39 decies G)	YL	
Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage								
						TOTAL II		
III. RÉSULTAT FISCAL						TOTAL II		
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :		bénéfice (I moins II)		XI	469 330			
		déficit (II moins I)						
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS) *				ZL				
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS) *				XL	469 330			
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)				XN				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032-NOT-SD

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 - Etat préparatoire.

Désignation de l'entreprise <u>IMMERSION SA</u>			Néant <input type="checkbox"/> *	
I. SUIVI DES DÉFICITS				
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)			K4	3 752 982
Déficits transférés de plein droit (art. 209-II-2 du CGI)	K4bis	Nombre d'opérations sur l'exercice	K4ter	
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058-A)			K5	469 330
Déficits reportables (différence K4 + K4bis - K5)			K6	3 283 652
Déficit de l'exercice (tableau 2058A, ligne XO)			YJ	
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)			YK	3 283 652
II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES				
Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1 ^e bis Al. 1 ^{er} du CGI, dotations de l'exercice			ZT	211 960
III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT				
(à détailler sur feuillet séparé)		Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1 ^e bis Al. 2 du CGI*		ZV	ZW	
Provisions pour risques et charges *				
	8X		8Y	
	8Z		9A	
	9B		9C	
Provisions pour dépréciation *				
	9D		9E	
	9F		9G	
	9H		9J	
Charges à payer				
	9K		9L	
	9M		9N	
	9P		9R	
	9S		9T	
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T)		YN	YO	
à reporter au tableau 2058-A :		▼ ligne WI		▼ ligne WU

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 septies du CGI)

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice		Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	L1			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

11

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

DGFIP N° 2058-CSD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : IMMERSION SA										Néant <input type="checkbox"/> *		
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	ØC	(309 963)	AFFECTATIONS	Affectations aux réserves	- Réserve légale - Autres réserves	ZB					
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD	(326 054)		Dividendes		ZE					
	Prélèvements sur les réserves	ØE			Autres répartitions	ZF						
					Report à nouveau	ZG		(636 017)				
	TOTAL I	ØF	(636 017)			(NB : le total I doit nécessairement être égal au total II)	TOTAL II	ZH		(636 017)		
RENSEIGNEMENTS DIVERS										Exercice N :		
ENGAGEMENTS	- Engagements de crédit-bail mobilier	(précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail			J7		YQ					
	- Engagements de crédit-bail immobilier										YR	
	- Effets portés à l'escompte et non échus										YS	
DÉTAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	- Sous-traitance										YT	398 283
	- Locations, charges locatives et de copropriété	(dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois			J8	158 807	YX	181 466				
	- Personnel extérieur à l'entreprise										YU	69 008
	- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)										YS	160 738
	- Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages										YV	
	- Autres comptes	(dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles			ES		ST	318 942				
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052										ZJ	1 128 437
IMPÔTS ET TAXES	- Taxe professionnelle*, CFE, CVAE										YW	19 426
	- Autres impôts, taxes et versements assimilés	(dont taxe intérieure sur les produits pétroliers			ZS		YZ	37 939				
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052										YX	57 365
TVA	- Montant de la TVA collectée										YY	1 030 831
	- Montant de la TVA déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations										YZ	744 214
DIVERS	- Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration sociale nominative au titre de 2019) *										ØB	1 964 407
	- Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *										ØS	
	- Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *										ZK	%
	- Numéro de centre agréé *	XP						- Filiales et participations : (Liste au 2059-G prévu par art. 35 II de l'ann. III au CGI)	Si oui cocher 1 Sinon 0	ZR	0	
	- Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice										RG	
	- Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies										RH	
RÉGIME DE GROUPE *	Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe	JA		Plus-values à 15 %	JK		Plus-values à 0 %	JL				
				Plus-values à 19 %	JM		Imputations	JC				
	Groupe : résultat d'ensemble	JD		Plus-values à 15 %	JN		Plus-values à 0 %	JO				
				Plus-values à 19 %	JP		Imputations	JF				
	Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale	JH		N° SIRET de la société mère du groupe	JJ							

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058 NOT pour le régime de groupe).

SAGE Experts-comptables janvier 2021 : Etat préparatoire.

12

DÉTERMINATION DES PLUS ET MOINS-VALUES

DGFIP N° 2059-A-SD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A
du code général des impôts).Désignation de l'entreprise : IMMERSION SA Néant

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

Nature et date d'acquisition des éléments cédés* (1)		Valeur d'origine* (2)	Valeur nette réévaluée* (3)	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt (4)	Autres amortissements* (5)	Valeur résiduelle (6)
I - Immobilisations*	1	Dépôts & cautionn	18 345			18 345
	2	Oséo	314			314
	3					
	4					
	5					
	6					
	7					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées *

	Prix de vente (7)	Montant global de la plus-value ou de la moins-value (8)	Court terme (9)	Long terme (10)			Plus-value taxables à 19 % (1) (11)
				19 %	15 % ou 12,80 %	0 %	
I - Immobilisations*	1	18 345					
	2	314					
	3						
	4						
	5						
	6						
	7						
	8						
	9						
	10						
	11						
	12						
II - Autres éléments	13	Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés	+				
	14	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés	+				
	15	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale	+				
	16	Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée	+				
	18	Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice					
	19	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme					
	20	Divers (détail à donner sur une note annexe)*					
CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) (12)							
CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) (13)			(A)	(B) (Ventilation par taux)		(C)	
CADRE C : autres plus-values taxable à 19 % (14)							

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis IA, 208 C et 210 E du CGI.

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 : Etat préparatoire.

14

SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME

DGFIP N° 2059-C-SD 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts).

Désignation de l'entreprise : IMMERSION SA Néant *

❶ Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ❷ Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu	Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15 % ❶ ou 12,8 %	
	❸ Gains nets retirés de la cession de titre de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art. 219 I a sexies-0 bis du CGI) ❶	
	Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€ (art. 219 I a sexies-0 du CGI) ❶	

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

Origine	Moins-values à 12,8 %	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 12,8 %	Solde des moins-values à 12,8 %
❶	❷	❸	❹
Moins-values nettes N			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N 1		
	N 2		
	N 3		
	N 4		
	N 5		
	N 6		
	N 7		
	N 8		
	N 9		
	N 10		

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS*

Origine	Moins-values			Imputations sur les plus-values à long terme	Imputations sur le résultat de l'exercice	Solde des moins-values à reporter col. J=S+D+F-G-H
	À 19 %, 16,5% ❷ ou à 15 %	À 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a sexies-0 du CGI)	À 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a sexies-0 bis du CGI)	À 15 % ou à 16,5 % ❷		
❶	❷	❸	❹	❺	❻	❼
Moins-values nettes N						
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N 1					
	N 2					
	N 3					
	N 4					
	N 5					
	N 6					
	N 7					
	N 8					
	N 9					
	N 10					

SAGE Experts-comptables Janvier 2021 : Etat préparatoire.

(1) Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5% (article 219 I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

15

RÉSERVE SPÉCIALE DES PLUS VALUES À LONG TERME
RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS

DGFIP N°2059-D-SD 2021

formulaire obligatoire
(article 53A du Code
général des Impôts)

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

Désignation de l'entreprise : IMMERSION SA							Néant <input checked="" type="checkbox"/> *
I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N							
		Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme					
		taxées à 10 %	taxées à 15 %	taxées à 18 %	taxées à 19 %	taxées à 25 %	
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N-1)	1						
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	2						
TOTAL (lignes 1 et 2)	3						
Prélèvements opérés	4						
	5						
TOTAL (lignes 4 et 5)	6						
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 - ligne 6)	7						
II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS * (5°, 6°, 7° alinéas de l'art. 39-1-5° du CGI)							
montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ①	réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ②	montants prélevés sur la réserve		montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤			
		donnant lieu à complément d'impôt à complément d'impôt ③	ne donnant pas lieu à complément d'impôt à complément d'impôt ④				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise: IMMERSION SA		Néant <input type="checkbox"/> *	
Exercice ouvert le: 01072020 et clos le: 30062021		Données en nombre de mois	
		1	2
DÉCLARATION DES EFFECTIFS			
Effectif moyen du personnel * :		YP	38,00
Dont apprentis		YF	1,00
Dont handicapés		YG	
Effectifs affectés à l'activité artisanale		RL	
CALCUL DE LA VALEUR AJOUTÉE			
I - Chiffre d'affaires de référence CVAE			
Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises		OA	5 797 571
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilées		OK	
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante		OL	
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges		OT	3 838
TOTAL 1		OX	5 801 409
II - Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée			
Autres produits de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)		OH	146 957
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation		OE	
Subventions d'exploitation reçues		OF	759 002
Variation positive des stocks		OD	
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée		OI	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation		XT	
TOTAL 2		OM	905 959
III - Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée ⁽¹⁾			
Achats		ON	3 208 243
Variation négative des stocks		OQ	441 448
Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances		OR	535 191
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois		OS	
Taxes déductibles de la valeur ajoutée		OZ	
Autres charges de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)		OW	2 020
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée		OU	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois		O9	
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante		OY	
TOTAL 3		OJ	4 186 902
IV - Valeur ajoutée produite			
Calcul de la valeur ajoutée		(total 1 + total 2 - total 3)	OG
			2 520 466
V - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises			
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les formulaires n°s 1330-CVAE pour les multi-établissements et sur les formulaires n°s 1329-AC et 1329-DEF. Si la VA calculée est négative, il convient de reporter un montant égal à 0 au cadre C des formulaires n° 1329-AC et 1329-DEF)		SA	2 520 466
Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE			
Si vous êtes assujettis à la CVAE et mono-établissement au sens de la CVAE (cf. la notice du formulaire n° 1330-CVAE-SD), veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case SA, vous serez alors dispensés du dépôt du formulaire n° 1330-CVAE-SD			
Mono établissement au sens de la CVAE, cocher la case		EV	
Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne OX, le cas échéant ajusté à 12 mois)		GX	
Chiffre d'affaires du groupe économique (entreprises répondant aux conditions de détention fixées à l'article 223 A du CGI)		HX	
Période de référence		GY	/ /
Date de cessation		HR	/ /
(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OW des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU. Des explications concernant ces cases sont données dans la notice n° 1330-CVAE-SD § Répartition des salariés et dans la notice n° 2032-NOT-SD au § déclaration des effectifs.			

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'ann. III au C.G.L.)

17

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

DGFIP N°2059-F-SD 2021

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

(1)

Néant *

EXERCICE CLOS LE 30062021 N° SIRET 3 9 4 8 7 9 3 0 8 0 0 0 3 6

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE IMMERSION SA

ADRESSE (voie) 3, 5 Rue Raymond Lavigne

CODE POSTAL 33100 VILLE BORDEAUX

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise P1 0 Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P3 0

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise P2 0 Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P4 0

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance: Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance: Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.

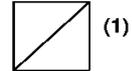
Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

18

FILIALES ET PARTICIPATIONS

DGFIP N°2059-G-SD 2021

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital)



(1)

Néant *

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE 30062021

N° SIRET 39487930800036

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE IMMERSION SA

ADRESSE (voie) 3, 5 Rue Raymond Lavigne

CODE POSTAL 33100 VILLE BORDEAUX

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE P5

Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse :	N°	Voie	
	Code Postal	Commune	Pays

SAGE Experts-comptables janvier 2021 : Etat préparatoire.

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2032.



IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Exercice ouvert le	01072020	et clos le	30062021	Régime simplifié d'imposition	
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe				Régime réel normal	X
Si PME innovantes, cocher la case ci-contre					
Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209-0 B (entreprises de transport maritime), cocher la case					

A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Désignation de la société: IMMERSION SA
3, 5 Rue Raymond Lavigne
33100 BORDEAUX

Adresse du siège social:

SIRET: 3 9 4 8 7 9 3 0 8 0 0 0 3 6 Mèl: christophe-chartier@immersion.fr

Adresse du principal établissement:

Ancienne adresse en cas de changement:

RÉGIME FISCAL DES GROUPES

Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (art 223 A à U du CGI)

Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante

Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère:

SIRET

B ACTIVITÉ

Activités exercées Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits Si vous avez changé d'activité, cochez la case

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf. notice de la déclaration n° 2065-SD)

1 Résultat fiscal Bénéfice imposable à 31 % Bénéfice imposable à 28 % Déficit

Bénéfice imposable à 15 % Résultat net de cession, de concession ou de sous-concession des brevets et droits de propriété industrielle assimilés imposable au taux de 10 %

2 Plus-values PV à long terme imposables à 15 % PV à long terme imposables à 19 % Autres PV imposables à 19 % PV à long terme imposables à 0 % PV exonérées (art. 238 quindecies)

3 Abattements et exonérations notamment entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches

Entreprise nouvelle, art. 44 *sexies* Jeunes entreprises innovantes, art. 44 *sexies*-0 A

Entreprise nouvelle, art. 44 *septies* Zone franche d'activité, art. 44 *quaterdecies* Zone de restructuration de la défense, art. 44 *terdecies*

Bassins urbains à dynamiser (BUD), art. 44 *sexdecies* Zone franche Urbaine - Territoire entrepreneur, art. 44 *octies* A Autres dispositifs

Zone de développement prioritaire, art. 44 *septdecies*

Société d'investissement immobilier cotée Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas) Plus-values exonérées relevant du taux de 15 %

4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer : dans le secteur productif, art. 244 *quater* W

D IMPUTATIONS (cf. notice de la déclaration n° 2065-SD)

1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédits d'impôt

2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un État étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet état, territoire ou collectivité.

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. notice de la déclaration n° 2065-SD)

Recettes nettes soumises à la contribution de 2,5%

F ENTREPRISES SOUMISES OU DÉSIGNÉES AU DÉPÔT DE LA DÉCLARATION PAYS PAR PAYS CbC/DAC4 (cf. notice du formulaire n° 2065-SD)

1- Si vous êtes l'entreprise, tête de groupe, soumise au dépôt de la déclaration n° 2258-SD (art. 223 *quinquies* C-1-1), cocher la case ci-contre

2- Si vous êtes la société tête de groupe et que vous avez désigné une autre entité du groupe pour souscrire la déclaration n° 2258-SD, indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de l'entité désignée

3- Si vous êtes l'entreprise désignée au dépôt de la déclaration n° 2258-SD par la société tête de groupe (art. 223 *quinquies* C-1-2), cocher la case ci-contre

Dans ce cas, veuillez indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de la société tête de groupe

G COMPTABILITÉ INFORMATISÉE

L'entreprise dispose-t-elle d'une comptabilité informatisée ? OUI x NON Si oui, indication du logiciel utilisé sage coala

Vous devez obligatoirement souscrire le formulaire n° 2065-SD par voie dématérialisée. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2 % prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr. S'agissant des notices des liasses fiscales, elles sont accessibles uniquement sur le site www.impots.gouv.fr.

Nom et adresse du professionnel de l'expertise comptable: AUDECCO
6 Rue Falcon BP 30128
33700 MERIGNAC Tél: 05 56 97 02 76

Nom et adresse du conseil:

OGA/OMGA Viseur conventionné (Cocher la case correspondante) Identité du déclarant:

Nom et adresse du CGA/OMGA ou du viseur conventionné: Date: 05102021 Lieu: BORDEAUX

N° d'agrément du CGA/OMGA/viseur conventionné: Qualité et nom du signataire: Président Christophe CHARTIER

Signature:

Examen de conformité fiscale (ECF) prestataire :

SAGE Experts-comptables, janvier 2021 : Etat préparatoire.

4. Attestation du Responsable du rapport financier annuel

Attestation du responsable du rapport financier annuel 2020-2021

Période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le 20 octobre 2021

Christophe Chartier
Président Directeur Général

5. Rapport général des commissaires aux comptes



IMMERSION S.A.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2021

IMMERSION S.A.

Siège social : 3 Rue Raymond Lavigne
33100 BORDEAUX

*Ce rapport contient 6 pages en dehors des comptes annuels annexés
soumis au visa du commissaire aux comptes*

IMMERSION S.A.

Société Anonyme au capital de 634.145€

Siège social : 3 Rue Raymond Lavigne – 33100 BORDEAUX

RCS Bordeaux 394 879 308

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 Juin 2021

A l'assemblée générale de la société IMMERSION S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société IMMERSION S.A. relatifs à l'exercice clos le 30 Juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société IMMERSION S.A. à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes assurés de la permanence des méthodes relatives à la valorisation et la dépréciation des stocks et de l'affectation des subventions, et nous avons procédé à des contrôles afin de s'assurer du respect des principes comptables et méthodes d'évaluation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37 du Code de Commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée



à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bordeaux, date de la signature électronique

Pour **AUDECA FABRE NOUTARY & ASSOCIES**
Commissaire aux comptes

Stéphan KONTOWICZ
Associé, gérant



Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 30/06/2021 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2020 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	438 289	256 665	181 624	258 429	- 76 805
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	545 501		545 501	545 501	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	92 641	85 872	6 770	8 242	- 1 472
Autres immobilisations corporelles	1 195 022	792 194	402 828	476 895	- 74 067
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	2 429		2 429		2 429
Prêts					
Autres immobilisations financières	95 180		95 180	113 839	- 18 659
TOTAL (I)	2 369 062	1 134 731	1 234 331	1 402 907	- 168 576
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises	983 647	362 957	620 690	1 037 191	- 416 501
Avances et acomptes versés sur commandes	9 360		9 360	9 360	
Clients et comptes rattachés	1 197 381	33 555	1 163 827	796 345	367 482
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	17 227		17 227	11 541	5 686
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices	631 665		631 665	423 112	208 553
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	243 788		243 788	288 297	- 44 509
. Autres	405 050		405 050	404 294	756
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	2 919 343		2 919 343	3 094 103	- 174 760
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	207 467		207 467	201 288	6 179
TOTAL (II)	6 614 930	396 512	6 218 418	6 265 532	- 47 114
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	8 983 992	1 531 243	7 452 749	7 668 439	- 215 690

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 30/06/2021 (12 mois)	Exercice précédent 30/06/2020 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 634 145)	634 145	634 145	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 151 510	1 151 510	
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale	61 802	61 802	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	294 378	294 378	
Report à nouveau	-636 017	-309 963	- 326 054
Résultat de l'exercice	603 475	-326 054	929 529
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	2 109 293	1 505 818	603 475
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	166 258	19 498	146 760
TOTAL (III)	166 258	19 498	146 760
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	2 297 729	2 532 433	- 234 704
. Découverts, concours bancaires			
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	225 323	233 005	- 7 682
. Associés	1 186	2 304	- 1 118
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 687	1 687	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	890 345	1 109 828	- 219 483
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	260 527	359 811	- 99 284
. Organismes sociaux	114 633	388 298	- 273 665
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	316 053	395 978	- 79 925
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	14 921	19 322	- 4 401
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	10 194	2 061	8 133
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance	1 044 599	1 098 395	- 53 796
TOTAL (IV)	5 177 198	6 143 122	- 965 924
Écart de conversion et différences d'évaluation passif (V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	7 452 749	7 668 439	- 215 690

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 30/06/2021 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2020 (12 mois)	Variation absolue	%	
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises	4 806 062		4 806 062	4 942 318	- 136 256	-2,76
Production vendue biens						
Production vendue services	991 508		991 508	314 278	677 230	215,49
Chiffres d'affaires Nets	5 797 571		5 797 571	5 256 596	540 975	10,29
Production stockée						
Production immobilisée				268 825	- 268 825	-100
Subventions d'exploitation			759 002	740 899	18 103	2,44
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			609 561	388 434	221 127	56,93
Autres produits			146 957	51 509	95 448	185,30
Total des produits d'exploitation (I)			7 313 091	6 706 263	606 828	9,05
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 770 937	2 903 442	- 132 505	-4,56
Variation de stock (marchandises)			441 448	6 884	434 564	N/S
Achats de matières premières et autres approvisionnements			2 867	3 301	- 434	-13,15
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			1 128 437	1 000 520	127 917	12,79
Impôts, taxes et versements assimilés			57 365	52 503	4 862	9,26
Salaires et traitements			1 859 422	2 044 952	- 185 530	-9,07
Charges sociales			357 089	738 362	- 381 273	-51,64
Dotations aux amortissements sur immobilisations			157 712	167 405	- 9 693	-5,79
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant			381 044	403 372	- 22 328	-5,54
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			2 020	6 269	- 4 249	-67,78
Total des charges d'exploitation (II)			7 158 342	7 327 010	- 168 668	-2,30
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			154 748	-620 748	775 496	124,93
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			3 477	225	3 252	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change			0			
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			3 477	225	3 252	N/S
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées			10 465	20 639	- 10 174	-49,30
Différences négatives de change				1	- 1	-100
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			10 465	20 640	- 10 175	-49,30
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-6 987	-20 416	13 429	65,78
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			147 761	-641 163	788 924	123,05

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 30/06/2021 (12 mois)	Exercice précédent 30/06/2020 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	317 686	17 148	300 538	N/S
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)	317 686	17 148	300 538	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 765	3 191	574	17,99
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	146 760		146 760	N/S
Total des charges exceptionnelles (VIII)	150 525	3 191	147 334	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	167 161	13 957	153 204	N/S
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-288 553	-301 152	12 599	4,18
Total des Produits (I+III+V+VII)	7 634 254	6 723 635	910 619	13,54
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	7 030 779	7 049 689	- 18 910	-0,27
RESULTAT NET	603 475	-326 054	929 529	285,08
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

Annexes aux comptes annuels

PREAMBULE

L'exercice social clos le 30/06/2021 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 30/06/2020 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 7 452 749,12 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 603 474,74 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 05/10/2021 par le Conseil d'administration.

ACTIVITE ET FAITS CARACTERISTIQUES

Au cours de l'exercice écoulé clos le 30 juin 2021, l'activité de la Société a été la suivante :

L'activité de l'exercice a été impactée par les suspensions successives liées à l'environnement épidémique. Son niveau a significativement progressé (+10%) comparé à l'exercice précédent sans toutefois atteindre celui d'avant-crise.

En ligne avec le semestre précédent, l'évolution de la marge brute s'explique par un moindre niveau des activités à plus forte valeur ajoutée ainsi que par l'évolution du modèle économique des licences Shariing.

Les efforts combinés en R&D et l'optimisation des coûts ont permis de garantir la stratégie d'innovation et contribué à un excédent d'exploitation positif.

Le résultat exceptionnel s'explique d'une part, par le résultat des actions de la Direction qui a permis de neutraliser l'impact de la décision de justice qui avait grevée les comptes de l'exercice 2019 et d'autre part, par une décision défavorable relative au contentieux fiscal (montant provisionné et payé). Une requête auprès du Conseil d'Etat a été introduite.

La crise actuelle conforte la pertinence de la priorité stratégique de donnée à Shariing, solution de collaboration à distance et outil d'accompagnement de la transformation digitale. Pendant la période, 28 licences ont été commercialisées contre 21 en N-1.

Le début du remboursement du financement PGE de 1,7 millions d'euros a été reporté à la fin du prochain exercice.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

PI5G

Le projet « Plateforme Immersive 5G – PI5G » est un projet labellisé Plan de Relance. Il a pour ambition d'accélérer le développement de produits et de services combinant les technologies immersives et la 5G pour l'industrie 4.0.

Immersion y contribuera par son expertise en matière de téléprésence et de Réalité Virtuelle et Mixte.

Son budget global est d'environ 7 millions d'euros pour le consortium.

PRACCIIS

Il s'agit de l'acronyme de Plateforme Régionale d'Accélération de l'Intégration de l'Industrie du futur en Région Sud. Ce projet est issu de l'appel à projet dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir.

Immersion assurera la mise en œuvre d'un grand système immersif innovant. Son budget global est d'environ 8 millions d'euros pour le consortium.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au référentiel comptable ANC 2016-07.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
 - Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
 - Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.
 - Stocks de marchandises : ils sont évalués au coût moyen unitaire pondéré.
- Une provision pour dépréciation des stocks est effectuée lorsque le coût d'achat est supérieur à sa valeur de revente estimée.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La société a engagé des frais de recherche et de développement dans le cadre de projets agréés notamment par la Commission Européenne. Les frais de recherche ont été pour l'essentiel comptabilisés en charges.

Les charges sont couvertes en partie par le crédit d'impôt recherche.

Les frais de développement font l'objet d'une activation en immobilisation (méthode de référence) lorsque des avantages économiques futurs probables peuvent être générés.

La durée d'amortissement a été déterminée par la société et correspond à la durée d'utilisation.

Des précisions sur les subventions, les dépenses de recherche et le CIR ne sont pas présentées pour des raisons de confidentialité, une divulgation pouvant être source de préjudice.

Des précisions sur les subventions, les dépenses de recherche et le CIR ne sont pas présentées en raison du préjudice grave qui pourrait résulter de leur divulgation.

ENGAGEMENT EN MATIERE D'INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

La valorisation répond aux critères suivants :

- conditions : départ volontaire à l'âge de 65 ans
- méthode de calcul : probabilité annuelle de départ de 4%, taux d'accroissement des salaires de 2%, calcul effectué charges sociales incluses.

Au 30/06/2021, l'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière s'élève à 173 642 euros.

Cet engagement ne fait pas l'objet d'une provision.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

COVID-19

Malgré le redressement de l'activité par rapport à l'exercice précédent, le niveau de chiffre d'affaires n'a pas retrouvé celui d'avant-crise.

Les développements pour la nouvelle version de Shariing ont été suspendu, les clients n'étant pas dans une dynamique d'investissement pour la période considérée.

- le recours au chômage partiel depuis le 17/03/20, toujours sollicité jusqu'au 30/06/21 (Cf note infra)
- la mise en place de restructuration des emprunts (report des échéances) et le recours à des prêts garantis par l'État pour un montant de 1 700 K € ;
- une exonération de cotisations patronales et aide au paiement a été inscrite au crédit du compte 6451 pour 319.6 K €

ACTIVITE PARTIELLE

L'activité partielle mise en place a engendré une indemnité totale pour l'exercice de 200 000 € comptabilisée au compte 641.

A l'établissement des comptes, la société a demandé et perçu en remboursement une somme totale de 212 000 € concernant les mois de mai à septembre 2020.

Afin de conserver une information qui lui est utile, la société a décidé de comptabiliser les indemnités perçues au compte 791, en dérogation à la recommandation de l'ANC mais en cohérence avec le traitement des remboursements maladies et formations.

Aucune provision des montants restant à recevoir pour les mois d'octobre 2020 à juin 2021 a été enregistrée car aucune demande n'a été formulée auprès de l'Etat.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Par décision de l'Assemblée générale mixte du 22 mars 2021, le Conseil d'administration a été autorisé à acheter ou faire acheter les actions ordinaires de la société pour un montant maximum de 65 000 €.

A la clôture 1 366 actions propres ont été rachetées par la société pour un total de 2 429 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

NOTES SUR LE BILAN ACTIF**Actif immobilisé**

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 2 369 062

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	983 790			983 790
Immobilisations corporelles	1 282 296	5 367		1 287 663
Immobilisations financières	113 839	2 429	18 659	97 609
TOTAL	2 379 926	7 796	18 659	2 369 062

Amortissements et provisions d'actif = 1 134 731

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	179 860	76 805		256 665
Immobilisations corporelles	797 159	80 907		878 066
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	977 019	157 712		1 134 731

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Licences, droits, logiciels	438 289	256 665	181 624	de 1 à 5 ans
Matériel & outillage industrie	92 641	85 872	6 770	de 1 à 10 ans
Installation & agencements	889 033	539 013	350 020	de 3 à 25 ans
Matériel de transport	80 599	50 599	30 000	4 ans
Matériel bureau & info.	173 421	163 808	9 613	de 2 à 5 ans
Mobilier	51 969	38 774	13 195	de 2 à 10 ans
Immobilisation incorp en cours	545 501	0	545 501	Non amortiss.
TOTAL	2 271 453	1 134 731	1 136 722	

Etat des créances = 2 797 759

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	95 180		95 180
Actif circulant & charges d'avance	2 702 579	2 702 579	
TOTAL	2 797 759	2 702 579	95 180

Provisions pour dépréciation = 396 512

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	utilisées	non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours	387 904	362 957	387 904		362 957
Comptes de tiers	15 468	18 087			33 555
Comptes financiers					
TOTAL	403 372	381 044	387 904		396 512

Produits à recevoir par postes du bilan = 376 157

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	373 888
Autres créances	2 269
Disponibilités	
TOTAL	376 157

Charges constatées d'avance = 207 467

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF**Capital social = 634 145**

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	1268290	0,50	634 145
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	1268290	0,50	634 145

Provisions = 19 498

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées					
Provisions pour risques &	19 498	146 760			19 498
TOTAL	19 498	146 760			19 498

Etat des dettes = 5 175 511

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	2 297 729	290 476	2 007 254	
Dettes financières diverses	226 509	226 509		
Fournisseurs	890 345	890 345		
Dettes fiscales & sociales	706 134	706 134		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	10 194	10 194		
Produits constatés d'avance	1 044 599	1 044 599		
TOTAL	5 175 511	3 168 257	2 007 254	

Charges à payer par postes du bilan = 341 468

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	936
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	112 574
Dettes fiscales & sociales	227 959
Autres dettes	
TOTAL	341 468

Produits constatés d'avance = 1 044 599

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires = 5 797 571

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Ventes de marchandises	4 806 062	82,90 %
Prestations de services	972 457	16,77 %
Produits des activités annexes	19 052	0,33 %
TOTAL	5 797 571	100,00 %

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers. On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires Aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	12 000
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de service	
TOTAL	12 000

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	23	
Agents de maîtrise & techniciens	15	
Employés		
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	38	0

Impôts sur les sociétés

Le montant d'impôts s'élève à euros -288 553 euros au 30/06/21 contre -301 152 euros au 30/06/2020.
Ce produit correspond aux crédits d'impôts recherche et innovation.

Fiscalité latente

A la date de clôture, les déficits fiscaux reportables s'élèvent à 3 283 652 euros.

Dettes garanties par des sûretés réelles

Avals, cautions et garanties de Christophe CHARTIER auprès des banques pour 60 000 euros et pour les cessions DAILLY de créances professionnelles.

Hypothèque sur bureaux apportés par la SCI Feaugas.

Les prêts souscrits dans le cadre de la pandémie de Covid-19 sont garantis par l'Etat à 90%.

Autres informations complémentaires

DEPENSES DE RECHERCHE, CIR et SUBVENTIONS :

Des précisions sur les subventions, les dépenses de recherche et le CIR ne sont pas présentées en raison du préjudice grave qui pourrait résulter de leur divulgation.

CONTROLE FISCAL :

Un avis de vérification de comptabilité a été adressé à la société en date du 12 mai 2015.

Ce dernier porte sur les exercices clos les 30/06/2012, 30/06/2013,30/06/2014 et a débuté le 27 mai 2015.

Le contrôle est achevé et le redressement établi par l'administration fiscale s'élève à 159 268 euros.

La société Immersion conteste le montant du redressement et estime le risque réel à 29 526 euros, somme qui a fait l'objet d'une provision dans les comptes du 30 juin 2016.

Une reprise de provision de 10 028 euros correspondant aux redressements CIR de 2011 à 2013 a été comptabilisée au 30 juin 2019.

Le redressement s'élève donc à 149 240 euros et la provision pour impôt à 19 498 euros.

Suite à la décision de la cour d'appel administrative de Bordeaux du 17 juin 2021, une provision sur les pénalités pour 146 760 euros a été constatée.

La provision s'élève donc à 166 258 € au 30 juin 2021.

Un recours en Conseil d'Etat a été déposé.

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 376 157

Produits à recevoir sur clts et comptes rattachés	Montant
Clients - factures à établir(4181000000)	373 888
TOTAL	373 888

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Etat - pdts à recevoir(4487000000)	2 269
TOTAL	2 269

Charges constatées d'avance = 207 467

Charges constatées d'avance	Montant
Chg constatées d'avance(4860000000)	207 467
TOTAL	207 467

Charges à payer = 341 468

Emprunts & dettes auprès des étab. De crédit	Montant
Intérêts courus sur emprunt(1688400000)	936
TOTAL	936

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fournisseurs - fac. non parvenues(4081000000)	112 574
TOTAL	112 574

Dettes fiscales et sociales	Montant
Personnel - congés payés(4282000000)	148 208
Personnel - autres charges à payer(4286000000)	758
Chg sociales sur congés payés(4382000000)	63 752
Autres chg sociales à payer(4386000000)	10 578
Etat - chg à payer(4486000000)	4 663
TOTAL	227 959

Produits constatés d'avance = 1 044 599

Produits constatés d'avance	Montant
Pdts constatés d'avance(4870000000)	1 044 599
TOTAL	1 044 599

(Entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières (1)	64 500		
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (2)	36 213		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation			
Autres produits financiers			
Charges financières			

Renvois concernant les entreprises concernées :

(1) : SCI YOL et SCI FEAUGAS

(2) : SCI YOL et SCI FEAUGAS

6. Rapport spécial des commissaires aux comptes



IMMERSION S.A.

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 30 juin 2021

IMMERSION S.A.

Siège social : 3, Rue Raymond Lavigne
33100 - BORDEAUX

IMMERSION S.A.

Société Anonyme au capital de 634.145€

Siège social : 3, Rue Raymond Lavigne – 33100 BORDEAUX

RCS Bordeaux 394 879 308

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 30 Juin 2021

A l'assemblée générale de la société IMMERSION S.A.,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.



CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

I - Personne concernée : Monsieur Christophe CHARTIER, Président-Directeur Général de la SA IMMERSION,
Gérant et associé de la SCI FEAUGAS et de la SCI YOL

1 - Nature et objet : Contrat de bail commercial avec la SCI FEAUGAS

Modalités :

Un contrat de bail commercial a été conclu le 31 décembre 2013 entre la Société et la SCI FEAUGAS dont Monsieur Christophe CHARTIER est le gérant pour la location d'un local d'exploitation de 1.400 mètres carrés, sis au 3-5 rue Raymond Lavigne à Bordeaux (33100).

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2021, la SA IMMERSION a versé à la SCI FEAUGAS un montant global de 140.051,63 euros au titre de cette convention.

Ce contrat de bail permet à la Société de bénéficier de locaux à des conditions favorables en termes de loyers en échange de la prise en charge par la Société des dépenses d'entretien. A ce titre la Société a pris en charge des dépenses d'entretien au cours du dernier exercice d'un montant de 22.658,53 euros.

2 - Nature et objet : Convention de location avec la SCI YOL

Modalités :

Une convention de location a été conclue le 20 octobre 2003 entre la Société et la SCI YOL dont Monsieur Christophe CHARTIER est le gérant pour la location d'un local de 40 mètres carrés sis au 40 rue Marcel Yol à VANVES (92170).

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2021, la SA IMMERSION a versé à la SCI YOL un montant global de 13.040,24 euros au titre de cette convention.



Ce contrat de location permet à la Société de bénéficier de locaux à des conditions favorables en termes de loyers en échange de la prise en charge par la Société des dépenses d'entretien.

3 - Nature et objet : Convention de compte courant d'associé

Modalités :

Une convention de compte courant d'associé a été conclue entre la société IMMERSION et Monsieur Christophe CHARTIER.

Au 30 juin 2021 le solde de ce compte correspond à un solde créditeur de 712,62 euros.

Ce compte n'est pas rémunéré.

II - Personne concernée : Monsieur CLAVERIE Guillaume

Nature et objet : Convention de compte courant d'associé

Modalités :

Une convention de compte courant d'associé a été conclue entre la société IMMERSION et Monsieur Guillaume CLAVERIE.

Au 30 juin 2021, le solde de ce compte correspond à un solde créditeur de 473,22 euros.

Ce compte n'est pas rémunéré.

Bordeaux, date de la signature électronique

Pour **AUDECA FABRE NOUTARY & ASSOCIES**
Commissaire aux comptes

Stéphan KONTOWICZ
Associé, gérant

